Rappel du code de l'énergie

Si Enedis impose l'article L 322-8, il se doit d'en respecter la totalité. Il est à préciser que c'est un article "L" et non "R" pour la partie réglementaire du code de l'énergie.

Mais l'article L322-8 du code de l'énergie précise aussi

4° D'assurer, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires, l'accès à ces réseaux ;

- Donc les usagers ayants leur compteur intérieur ou extérieur se verront offrir les mêmes droits et possibilités.
- Donc dans le cadre du déploiement et de l'obligation de mise en conformité du système de comptage les usagers en situation de handicap et de mobilité réduite devraient bénéficier du déplacement du compteur à une hauteur réglementaire tel que l'impose la norme NF C 14-100
- Donc, comme pour justifier ces nouveaux compteurs, enedis annonce des nouveaux services dont la possibilité de consulter les courbes de charges par internet afin de mieux contrôler et réduire les consommations, cela génère une discrimination et une injustice flagrante entre les usagers, certains n'ont ni ordinateurs ni internet pour raisons économiques et seront donc pénalisés.
- Par contre, le décret n° 2016-1618 du 29 novembre 2016 entré en application le 1^{er} janvier 2018 ajoute au code de l'énergie certains articles qu'enedis ne met pas en application pour les usagers en situation de précarité

Art. D. 337-17-2.-Les fournisseurs d'électricité proposent aux consommateurs désignés à l'article L. 337-3-1 et équipés d'un dispositif de comptage mentionné au premier alinéa de l'article L. 341-4 une offre de transmission de leurs données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté d'affichage en temps réel.

Art. D. 337-17-3.-Cette offre peut comporter plusieurs options.

- Une autre, prioritairement destinée aux consommateurs qui ne disposent pas d'un dispositif approprié, permet l'affichage des données de consommation en temps réel au moyen d'un dispositif déporté dédié consultable à l'intérieur de l'habitation que le fournisseur met à la disposition du consommateur.

Art. D. 337-17-6.-Le dispositif est mis à disposition dans un délai de trente jours suivant l'acceptation de l'offre.

« S'il refuse l'offre, le consommateur peut néanmoins demander à en bénéficier ultérieurement s'il remplit toujours les conditions prévues à l'article D. 337-17-2.

« Art. D. 337-17-7.-L'offre est adressée au consommateur dans un délai d'un mois suivant la mise en service du dispositif de comptage mentionné au premier alinéa de l'article L. 341-4 ou, en cas de changement de fournisseur, dans un délai d'un mois suivant la date de signature du contrat de fourniture d'électricité

- Donc enedis fait une interprétation particulière et toute personnelle du code de l'énergie.

Concernant l'article R341-8 du même code

-D'ici au 31 décembre 2020, 80 % au moins des dispositifs de comptage des installations d'utilisateurs raccordées en basse tension (BT) pour des puissances inférieures ou égales à 36 kilovoltampères sont rendus conformes aux prescriptions de l'arrêté prévu à l'article R. 341-6, dans la perspective d'atteindre un objectif de 100 % d'ici 2024.

- La 1^{ere} obligation d'une loi est d'être claire, précise et sans ambiguïté. Elle doit être compréhensible par tous et s'adresser à tous sans exception car nul n'est au-dessus des lois.

- Donc l'article 341-8 qui est censé, aux dires d'énédis, lui donner autorité pour la pose de compteurs linky autorise 20% des usagers à les refuser librement y compris parmi ceux ayant un compteur extérieur.
- Donc à l'horizon de 2024 ce n'est qu'une perspective d'un déploiement à 100%, aucune loi portant obligation n'est écrite en ces termes. Il y a ambiguïté car le mot perspective sous-entend prévision, espoir et souhait. Il sous-entend surtout que tous ne seront pas concernés, ce qui classe cet article en dehors des lois puisqu'il ne s'adresse pas à tous. Si cet article est une loi pour énédis, on a donc le droit effectivement légal de refuser jusqu'en 2020 et avec la perspective de pouvoir encore le faire jusqu'en 2024 et donc énédis ne peut décider de façon arbitraire qui a le droit et qui a obligation. Mais cet article n'est que conséquence de l'article principal r 341-4 qui n'oblige qu'énédis à mettre en œuvre un procédé afin de nous proposer de nouvelles grilles tarifaires, mais qui en aucun cas oblige les usagers à accepter de nouvelles grilles tarifaires ou même ce procédé.

Henri C

De : [denise](#)

Envoyé : lundi 10 septembre 2018 17:24

Faut-il croire Enedis ? et son médiateur ?? NON, personne ne les croit maintenant....!! les incendies sont là ...on ne les invente pas....!!

La fronde enfle de jour en jour contre le LINKY.....malgré les efforts mensongers de son médiateur...

----- Message transféré -----

De : **Energie-Info** <infoconso@energie-mediateur.fr>

Date : 10 septembre 2018 à 16:44

Objet : Votre message relatif au déploiement des compteurs LINKY, ref : D2017-03016

À :

<< N° de dossier : D2017-03016 >>

à rappeler dans toute correspondance

Madame P.,

Je fais suite à votre message, ainsi qu'aux précédents que vous nous aviez adressés, ainsi qu'à nos réponses précédentes.

Comme déjà indiqué, concernant le fond de votre dossier, nous vous informons que le médiateur national de l'énergie ne pourra pas intervenir en médiation pour ce refus, car les oppositions au changement de compteur ne sont pas fondées en droit (voir explications ci-après).

Il est par conséquent inutile d'insister en nous adressant des nombreux emails sur ce sujet, comme vous le faites depuis avril 2017.

Pour vous permettre de mieux comprendre ce sujet, voici un rappel des informations dont nous disposons sur ce sujet :

Le compteur d'électricité n'est pas la propriété du consommateur : il appartient aux collectivités locales (les autorités concédantes) lesquelles ont délégué l'exploitation et l'entretien du réseau de distribution (dont font partie les compteurs) à un concessionnaire, le distributeur ENEDIS (ex-ERDF).

Le code de l'énergie indique notamment que le gestionnaire de réseau de distribution est chargé « d'exercer les activités de comptage pour les utilisateurs raccordés à son réseau, en particulier la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement des dispositifs de comptage et d'assurer la gestion des données et toutes missions afférentes à l'ensemble de ces activités. » (Code de l'énergie : article L322-8 pour l'électricité, L432-8 pour le gaz).

De plus, le distributeur ENEDIS a l'obligation légale de déployer les compteurs communicants, conformément à l'article L. 341-4 du Code de l'énergie.

Par conséquent, les consommateurs n'ont pas le droit de s'opposer au changement du compteur d'électricité.

Pour de plus amples informations sur le compteur LINKY, il est possible :

- de contacter le numéro vert d'information sur le compteur LINKY, au 08 00 05 46 59 (08000LINKY, service et appel gratuits),
- de poser une question au gestionnaire de réseau ENEDIS (ex-ERDF) à partir de cette page http://www.enedis.fr/aide_contact
- de consulter la plaquette explicative publiée par ENEDIS sur cette page : https://www.enedis.fr/sites/default/files/Linky_tout_simplement.pdf
- de consulter la documentation détaillée disponible sur le site internet d'ENEDIS dédié à LINKY : <https://www.compteur-linky.com/>
- de consulter la fiche d'information publiée sur Energie-Info.fr : <http://www.energie-info.fr/Fiches-pratiques/Ma-facture-mon-compteur/Les-compteurs-communicants-Linky-et-Gazpar>

Concernant votre réticence à l'égard du compteur Linky, si elle est motivée par des raisons sanitaires :

Avant toute chose, nous vous conseillons de rester vigilante quant aux trop nombreuses polémiques et **fausses informations** parfois anxiogènes qui circulent sur Internet à propos du compteur Linky. Le gestionnaire de réseau ENEDIS apporte des réponses à ces fausses informations sur la page suivante : <https://www.compteur-linky.com/comprendre/linky-rumeurs-fausses-informations/>

Voici les informations que nous avons à notre disposition à ce sujet :

- Pour ce qui touche aux modalités de communication du compteur Linky vers le distributeur, ENEDIS a porté son choix sur le « *Courant porteur en ligne* » (CPL), c'est à dire l'utilisation des réseaux de distribution d'électricité dont il est concessionnaire pour le compte des collectivités locales. Ainsi, Linky utilise les réseaux existants pour faire passer les informations utiles au suivi et à la facturation de la consommation des usagers, ce qui permet de réduire les coûts de déploiement des compteurs.

Cette utilisation du réseau CPL **n'est pas nouvelle** et permet, entre autre, d'activer les signaux des plages horaires et de ballon d'eau chaude et ceci **depuis longtemps (40 ans environ)**. Ceci ne modifie pas la nature de votre contrat de fourniture et n'a pas d'impact sur la fréquence de votre alimentation électrique qui reste la même.

- L'Agence Nationale des Fréquences (ANFR) a publié le 30 mai 2016 et le 22 septembre 2016 des rapports de mesure sur les niveaux de champs électromagnétiques créés par les compteurs Linky. Ils indiquent que le niveau d'émission induit par le compteur Linky est du même ordre de grandeur que celui des compteurs actuels ainsi que des équipements électriques du quotidien (téléviseur, lampes...). Ces rapports sont disponibles sur [le site Internet de l'ANFR](#).
- Vous pouvez également consulter le [rapport sur l'exposition de la population aux champs électromagnétiques émis par les « compteurs communicants »](#) de l'agence nationale de sécurité

sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), publié le 15 décembre 2016. L'ANSES conclut dans son rapport « à une faible probabilité que l'exposition aux champs électromagnétiques émis par les compteurs communicants, dans la configuration de déploiement actuelle, engendre des effets sanitaires à court ou long terme ».

Un [second rapport de l'ANSES publié le 20 juin 2017](#), indique lui aussi que « Les campagnes de mesure ont mis en évidence des niveaux d'exposition au champ électromagnétique très faibles, comparables à ceux émis par les dispositifs électriques ou électroniques domestiques (lampes fluo-compactes, chargeurs d'appareils multimédia, écrans, tables à induction, etc.). ».

Pour en savoir plus sur ce sujet, veuillez vous rapprocher directement de l'ANFR et de l'ANSES.

Si votre réticence est motivée par l'utilisation des données personnelles, vous trouverez la position de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) sur la page suivante : <https://www.cnil.fr/fr/compteurs-communicants-linky-la-position-de-la-cnil-sur-le-stockage-local-de-la-courbe-de-charge-0>

Si vous souhaitez contacter la CNIL, vous pouvez vous rendre sur cette page : <https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil>

Vous retrouverez également la position du médiateur national de l'énergie sur le compteur LINKY dans son rapport d'activité 2016 (voir en page 53 du document PDF ou page 102 du rapport imprimé), accessible par ce lien :

http://www.energie-mediateur.fr/wp-content/uploads/2018/01/ra_mne_2016.pdf

Energie-Info reste à votre disposition pour toute information complémentaire. Vous pouvez nous recontacter soit en répondant directement à cet email, soit par téléphone au 01 44 94 66 40.

Meilleures Salutations,

Bruno M

**Le service d'information du
médiateur national de l'énergie,
autorité publique indépendante**

Le médiateur national de l'énergie est indépendant des fournisseurs d'énergie et des gestionnaires de réseau de distribution. Son service d'information Energie-Info n'a accès ni à votre dossier, ni à vos données de relève et de facturation.

Il dispose de moyens informatiques destinés à gérer vos demandes. Les informations enregistrées sont stockées 5 ans ; elles ne sont pas communiquées à des tiers non autorisés. Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous pouvez exercer votre droit d'accès à vos données et les faire rectifier en écrivant au délégué à la protection des données, par courriel : dpo@energie-mediateur.fr, ou par courrier : Médiateur national de l'énergie, Libre réponse n°59252 – 75443 Paris Cedex 09.

Suivez-nous :

Plus d'information : www.energie-info.fr / www.energie-mediateur.fr / N° vert 0 800 112 212 (Service et appel gratuits).